

## Face-à-face le 8 décembre entre Burundi et Union européenne

RFI, 03-12-2015 Un peu plus d'un mois depuis son invitation au gouvernement burundais à entamer des consultations sous l'article 96 de l'accord qui lie l'Union européenne (UE) et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), cette fois c'est fait. Après une période de flottement, Bujumbura a donné son accord et selon une information RFI, l'Union européenne a fixé au 8 décembre la date de l'ouverture de ces discussions, qui ouvriront la voie à des sanctions contre ce pays en cas d'échec. Et ces consultations auront lieu comme prévu à Bruxelles.

L'heure de vérité a sonné cette fois. Dès mardi, il y aura un face-à-face entre une délégation de l'Union européenne conduite par le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bert Koenders, et de l'autre, le chef de la diplomatie burundaise, Alain-Aimé Nyamitwe. Mais « il n'y aura pas de round d'observation », prévient un diplomate européen en qualifiant de « crucial » ce premier contact. L'Union européenne tire la sonnette d'alarme depuis des mois. Violations des droits de l'homme, restrictions aux libertés politiques, violences à l'actif des forces de l'ordre et de la jeunesse du parti qualifié désormais de milice, processus électoral non inclusif. L'Union européenne a invoqué des consultations sous l'article 96 de l'accord de Cotonou parce qu'elle estimait que le gouvernement burundais viole ses obligations en matière de droits de l'homme, des principes démocratiques ou de l'état de droit. Dès mardi 8 décembre, Bujumbura doit donc présenter à l'Union européenne une feuille de route avec des propositions de solutions à toutes ces questions et un calendrier de leur mise en application, selon ce diplomate. Il aura alors trois mois pour faire ses preuves, une période pendant laquelle il y aura plusieurs évaluations du pas franchi. Jusqu'ici, le pouvoir burundais s'est montré intransigent, mais l'on voit mal comment ce pays qui est le 4e plus dépendant du monde à l'aide au développement, pourra résister à l'artillerie lourde que menace de sortir son principal bailleur.